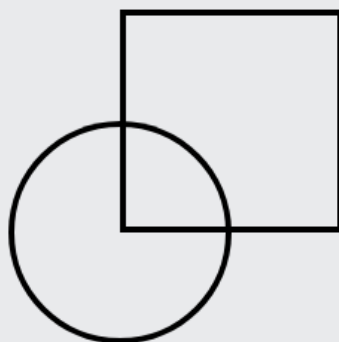


FICHE PAYS n°15 – La Ligne Fine



LA LIGNE FINE

Institut

ARUBA





Données clés

Nom officiel : Aruba.

Capitale : Oranjestad.

Statut politique : pays constitutif du Royaume des Pays-Bas, aux côtés des Pays-Bas, de Curaçao et de Sint Maarten. Aruba dispose de son propre gouvernement, mais la défense, la nationalité et certains aspects des affaires étrangères relèvent du Royaume¹.

Superficie : 180 km²

Population : environ 108 000 à 109 000 habitants en 2025 ; le

Bureau central de statistique d'Aruba indique 109 435 habitants à la fin du deuxième trimestre 2025².

Langues : papiamentu et néerlandais ; l'anglais et l'espagnol sont très utilisés dans les échanges économiques, touristiques et régionaux.

Monnaie : florin arubais.

Chef de l'État : le roi Willem-Alexander, représenté à Aruba par un gouverneur. Le gouverneur représente les intérêts du Royaume et est formellement à la tête du gouvernement local, sans participer à la gestion quotidienne du cabinet³.

Gouverneur : Alfonso Boekhoudt⁴.

Premier ministre : Mike Eman, à la tête d'un gouvernement AVP/Futuro entré en fonction le 28 mars 2025⁵.

PIB courant : environ 4,17 milliards de dollars en 2024 selon les données Banque mondiale reprises par la Réserve fédérale de Saint-Louis ; le FMI indique un PIB nominal d'environ 4,285 milliards de dollars en 2024⁶⁷.

Croissance : 7,6 % en 2024 selon le FMI, après 8,9 % en 2023 ; la croissance projetée pour 2026 est de 2,3 %⁸.

Dette publique : 68,6 % du PIB fin 2024, projetée à 64,4 % en 2025 et 50,4 % en 2030 selon le FMI⁹.

Secteur moteur : tourisme, hôtellerie, services associés, dépenses de visiteurs, immobilier touristique, activités portuaires et aéroportuaires. Le FMI identifie clairement le tourisme comme principal moteur de la reprise post-pandémique¹⁰.

Statut européen : Aruba n'est pas un territoire de l'Union européenne, mais un pays et territoire d'outre-mer associé à l'Union européenne au titre du lien constitutionnel avec les Pays-Bas¹¹.

¹ Rijksoverheid, s. d., <https://www.rijksoverheid.nl/vraag-en-antwoord/caribische-deel-van-het-koninkrijk/waaruit-bestaat-het-koninkrijk-der-nederlanden>

² Central Bureau of Statistics Aruba, 2025, <https://cbs.aw/wp/index.php/2025/12/15/test-births/>

³ Government of the Netherlands, s. d., <https://www.government.nl/themes/government-and-democracy/caribbean-parts-of-the-kingdom/governance-of-aruba-curaçao-and-st-maarten>

⁴ Kabinet van de Gouverneur van Aruba, 2025, <https://www.kabinetaruba.nl/nieuws/01/04/2025/aruba-heeft-een-nieuwe-regering>

⁵ Kabinet van de Gouverneur van Aruba, 2025, <https://www.kabinetaruba.nl/nieuws/01/04/2025/aruba-heeft-een-nieuwe-regering>

⁶ Federal Reserve Bank of St. Louis, 2024, <https://fred.stlouisfed.org/series/MKTGDPAWA646NWDB>

⁷ International Monetary Fund, 2025, <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/12/01/pr25401-the-kingdom-of-the-netherlands-aruba-imf-concludes-article-iv-consultation-discussions>

⁸ International Monetary Fund, 2025, <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/12/01/pr25401-the-kingdom-of-the-netherlands-aruba-imf-concludes-article-iv-consultation-discussions>

⁹ International Monetary Fund, 2025, <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/10/07/cs-kingdom-of-the-netherlands-aruba-concluding-statement-of-the-2025-article-iv-mission>

¹⁰ International Monetary Fund, 2025, <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/10/07/cs-kingdom-of-the-netherlands-aruba-concluding-statement-of-the-2025-article-iv-mission>

¹¹ European Commission, s. d., https://taxation-customs.ec.europa.eu/customs/rules-origin-goods/preferential-rules-origin/overseas-countries-and-territories-octs_en

1. Synthèse exécutive

Aruba est un microterritoire caribéen autonome au sein du Royaume des Pays-Bas. Sa taille réduite ne doit pas conduire à sous-estimer son intérêt stratégique. L'île se situe dans l'espace sud-caribéen, à proximité immédiate du Venezuela, au croisement de plusieurs dynamiques : tourisme international, sécurité maritime, migration régionale, transition énergétique, vulnérabilité climatique, coopération néerlandaise, association avec l'Union européenne et dépendance aux flux nord-américains.

La trajectoire récente d'Aruba repose sur une reprise économique rapide après le choc de la pandémie. Le FMI souligne que la croissance de 2021 à 2024 a été portée par le rebond du tourisme, l'investissement hôtelier privé et l'amélioration progressive de la position budgétaire. Le PIB réel a progressé de 8,9 % en 2023 puis de 7,6 % en 2024, tandis que la dette publique est passée de 116,3 % du PIB en 2020 à 68,6 % fin 2024. Cette amélioration macroéconomique est réelle, mais elle repose sur une base étroite : la dépendance au tourisme¹².

L'île dispose d'un modèle économique performant à court terme, mais structurellement vulnérable. Aruba bénéficie d'une forte attractivité touristique, d'une image stable, d'une sécurité relative, d'une proximité avec les marchés nord-américain, sud-américain et européen, ainsi que d'un cadre institutionnel adossé au Royaume des Pays-Bas. En mai 2026, Aruba a accueilli 133 680 visiteurs en séjour, tandis que les nuits visiteurs cumulées atteignaient 1 515 102 sur les cinq premiers mois de l'année¹³.

Cette spécialisation touristique crée toutefois un effet de concentration. Un choc sur les prix de l'énergie, le transport aérien, la demande américaine, la sécurité régionale ou l'image environnementale de l'île peut produire des effets immédiats sur l'activité, les recettes publiques, l'emploi et les comptes extérieurs. Le FMI insiste sur la nécessité de continuer à réduire la dette, d'améliorer le système fiscal, de réguler les locations touristiques de courte durée et de créer de l'espace budgétaire pour financer les priorités publiques¹⁴.

La vulnérabilité climatique constitue un second axe stratégique. Aruba est une île sèche, dépendante d'infrastructures de dessalement, exposée à l'élévation du niveau de la mer, aux pressions sur les ressources en eau, aux risques de chaleur, à l'érosion côtière et à la fragilisation de son modèle touristique. Une étude du FMI sur l'adaptation climatique à Aruba souligne que le tourisme est particulièrement vulnérable au changement climatique et que même des impacts négatifs modestes peuvent avoir des conséquences importantes sur la balance des paiements¹⁵.

La proximité avec le Venezuela ajoute une dimension sécuritaire et migratoire. Aruba n'est pas un territoire en conflit, mais son environnement régional est instable. Les autorités arubaïses et néerlandaises ont maintenu des avis de voyage négatifs concernant le Venezuela, en raison d'une situation qualifiée de tendue et imprévisible près des côtes vénézuéliennes¹⁶.

La relation avec les Pays-Bas est donc ambivalente : elle garantit un cadre institutionnel et sécuritaire solide, mais elle rappelle aussi les limites de l'autonomie arubaïse. Le gouverneur représente le Royaume ; les forces armées néerlandaises maintiennent une présence

¹² International Monetary Fund, 2025, <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/10/07/cs-kingdom-of-the-netherlands-aruba-concluding-statement-of-the-2025-article-iv-mission>

¹³ Government of Aruba, 2026, <https://www.gobierno.aw/en/ata-releases-may-2026-results>

¹⁴ International Monetary Fund, 2025, <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/10/07/cs-kingdom-of-the-netherlands-aruba-concluding-statement-of-the-2025-article-iv-mission>

¹⁵ International Monetary Fund, 2025, <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2025/316/article-A002-en.xml>

¹⁶ Government of Aruba, 2026, <https://www.gobierno.aw/en/update-negative-travel-advisory-for-venezuela-situation-remains-tense-and-unpredictable>

permanente dans la Caraïbe ; la sécurité maritime mobilise la garde côtière néerlandaise des Caraïbes ; et les décisions stratégiques dépassant l'échelle locale relèvent en partie de La Haye¹⁷.

Lecture stratégique : Aruba est un microterritoire stable, prospère et institutionnellement protégé, mais dont la puissance repose sur une spécialisation touristique fragile. Son principal défi consiste à convertir son attractivité en résilience : résilience budgétaire, climatique, énergétique, sociale, sécuritaire et productive.

2. Repères historiques stratégiques

Aruba appartient à l'ensemble caribéen néerlandais. Son histoire politique contemporaine s'inscrit dans la transformation progressive de l'ancien espace colonial néerlandais en un ensemble institutionnel différencié, composé de territoires autonomes, de communes spéciales et de liens variables avec les Pays-Bas et l'Union européenne.

L'île est longtemps rattachée aux Antilles néerlandaises avant d'obtenir un statut séparé en 1986. Ce statut permet à Aruba de devenir un pays autonome au sein du Royaume des Pays-Bas, avec son propre gouvernement, son Parlement, ses politiques publiques internes et une large capacité de décision sur les affaires économiques, sociales et administratives. Cette autonomie ne signifie pas indépendance complète : Aruba reste intégrée au Royaume, notamment pour la défense, la nationalité, certaines affaires extérieures et les garanties institutionnelles.

Cette trajectoire explique la singularité d'Aruba. L'île n'est ni un État souverain classique, ni un territoire administré directement depuis l'Europe, ni une région ultrapériphérique de l'Union européenne. Elle est un pays constitutif du Royaume des Pays-Bas, associé à l'Union européenne comme pays et territoire d'outre-mer. Ce statut lui donne une capacité politique propre, tout en l'inscrivant dans un cadre juridique, diplomatique et sécuritaire plus large¹⁸¹⁹.

L'histoire économique récente est dominée par la montée du tourisme. Aruba a progressivement construit une image internationale de destination stable, sûre, ensoleillée et fortement connectée aux marchés nord-américains. Cette spécialisation a permis un haut niveau de revenu par habitant et une forte intégration aux flux de services internationaux. Elle a aussi réduit les marges de diversification, en concentrant l'emploi, les investissements et les recettes fiscales sur un nombre limité de secteurs.

La crise de la Covid-19 a constitué un choc majeur, parce qu'elle a interrompu brutalement le moteur principal de l'économie. La reprise rapide du tourisme après la pandémie a confirmé la force de l'attractivité arubaise, mais elle a aussi mis en évidence la dépendance du modèle économique aux mobilités internationales, aux capacités aériennes, aux dépenses des visiteurs, au coût de l'énergie et à la perception de sécurité²⁰.

Lecture stratégique : l'histoire contemporaine d'Aruba peut être lue comme le passage d'une autonomie institutionnelle réussie à une question de résilience économique. L'île a construit un modèle performant, mais ce modèle reste exposé à des chocs que sa petite taille rend difficiles à absorber seule.

¹⁷ Government of the Netherlands, s. d., <https://www.government.nl/themes/government-and-democracy/caribbean-parts-of-the-kingdom/governance-of-aruba-curaçao-and-st-maarten>

¹⁸ Rijksoverheid, s. d., <https://www.rijksoverheid.nl/vraag-en-antwoord/caribische-deel-van-het-koninkrijk/waaruit-bestaat-het-koninkrijk-der-nederlanden>

¹⁹ European Commission, s. d., https://taxation-customs.ec.europa.eu/customs/rules-origin-goods/preferential-rules-origin/overseas-countries-and-territories-octs_en

²⁰ International Monetary Fund, 2025, <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/10/07/cs-kingdom-of-the-netherlands-aruba-concluding-statement-of-the-2025-article-iv-mission>

3. Structure politique actuelle

Aruba est un pays constitutif du Royaume des Pays-Bas. Le Royaume comprend quatre pays : les Pays-Bas, Aruba, Curaçao et Sint Maarten. Chacun dispose de son propre gouvernement, tandis que certaines compétences demeurent exercées au niveau du Royaume²¹.

Le gouverneur d'Aruba représente le roi des Pays-Bas. Il a un double rôle : représenter les intérêts du Royaume et être formellement à la tête du gouvernement arubais. Il ne participe toutefois pas à la gestion quotidienne du cabinet et n'a pas de responsabilité ministérielle²².

Depuis le 28 mars 2025, Aruba est dirigée par un gouvernement AVP/Futuro conduit par Mike Eman. Le nouveau cabinet a été installé après la fin du gouvernement Wever-Croes II. Mike Eman exerce les fonctions de Premier ministre et de ministre des Affaires générales, de la Culture, de l'Environnement et de la Nature ; Gerlien Croes occupe la vice-présidence du gouvernement et le portefeuille des Relations du Royaume, de l'Éducation, de la Jeunesse, de l'Innovation et du Sport ; Geoffrey Wever est chargé des Finances, des Affaires économiques et du secteur primaire²³.

Le système politique arubais repose sur une autonomie interne significative. Le gouvernement local élabore les politiques publiques, prépare les lois et détermine leurs implications financières²⁴. Cette autonomie s'exerce toutefois sous contrainte : la petite taille du territoire, la dépendance au tourisme, la nécessité de maintenir la discipline budgétaire, les accords avec les Pays-Bas et les impératifs de sécurité régionale limitent la marge de manœuvre gouvernementale.

La stabilité institutionnelle d'Aruba est un atout stratégique. Contrairement à plusieurs États ou territoires caribéens confrontés à des crises politiques récurrentes, Aruba bénéficie d'un cadre institutionnel relativement prévisible, adossé au Royaume des Pays-Bas. Cette stabilité renforce son attractivité pour les visiteurs, les investisseurs, les compagnies aériennes, les opérateurs hôteliers et les partenaires européens.

La question politique centrale n'est donc pas celle d'une instabilité institutionnelle immédiate, mais celle de la qualité de la gouvernance économique. Aruba doit continuer à réduire sa dette, moderniser ses recettes fiscales, réguler les locations touristiques, investir dans la transition énergétique et préserver l'équilibre entre croissance touristique, qualité de vie des résidents et soutenabilité territoriale. Le FMI recommande notamment de renforcer les recettes, d'améliorer la conformité fiscale et d'évaluer une transition vers une TVA plus large²⁵.

Lecture stratégique : Aruba dispose d'une autonomie politique réelle, mais sa souveraineté fonctionnelle dépend de sa capacité à financer ses politiques publiques, à maîtriser ses vulnérabilités et à utiliser le cadre néerlandais comme levier plutôt que comme simple protection.

4. Structure économique

²¹ Rijksoverheid, s. d., <https://www.rijksoverheid.nl/vraag-en-antwoord/caribische-deel-van-het-koninkrijk/waaruit-bestaat-het-koninkrijk-der-nederlanden>

²² Government of the Netherlands, s. d., <https://www.government.nl/themes/government-and-democracy/caribbean-parts-of-the-kingdom/governance-of-aruba-curaçao-and-st-maarten>

²³ Kabinet van de Gouverneur van Aruba, 2025, <https://www.kabinetaruba.nl/nieuws/01/04/2025/aruba-heeft-een-nieuwe-regering>

²⁴ Government of Aruba, s. d., <https://www.gobierno.aw/en/governance-administration>

²⁵ International Monetary Fund, 2025, <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/10/07/cs-kingdom-of-the-netherlands-aruba-concluding-statement-of-the-2025-article-iv-mission>

L'économie d'Aruba est une économie de services, fortement spécialisée dans le tourisme. La reprise post-pandémique a été particulièrement rapide : le FMI estime que le PIB réel a augmenté de 8,9 % en 2023 et de 7,6 % en 2024, sous l'effet du rebond touristique et des investissements hôteliers privés²⁶.

Cette performance a permis une amélioration budgétaire significative. La dette publique, qui avait atteint 116,3 % du PIB en 2020, est retombée à 68,6 % fin 2024. Le FMI projette une baisse à 64,4 % en 2025 et à 50,4 % en 2030, à condition que la consolidation budgétaire se poursuive²⁷.

Le tourisme constitue le cœur du modèle économique. Les données de l'Aruba Tourism Authority montrent une fréquentation soutenue en 2026. En mai 2026, Aruba a accueilli 133 680 visiteurs en séjour ; en août 2026, l'île a accueilli 145 750 visiteurs en séjour, générant 967 001 nuits visiteurs, avec une durée moyenne de séjour de 6,6 nuits²⁸.

Les données de dépenses confirment le rôle central de la consommation touristique. En 2025, Aruba a enregistré 1 028 071 détenteurs de cartes Visa venus de 152 pays, pour 696 millions de dollars de dépenses. Sur le premier semestre 2026, 304 308 détenteurs de cartes Visa ont dépensé 184,9 millions de dollars sur l'île²⁹.

Cette spécialisation procure des revenus élevés, mais elle crée trois vulnérabilités majeures.

La première est cyclique. Aruba dépend de la capacité des ménages étrangers, principalement nord-américains, à voyager et à dépenser. Un ralentissement économique aux États-Unis, une hausse du coût du transport aérien, une crise sanitaire ou une dégradation de la perception de sécurité régionale peuvent se transmettre rapidement à l'économie locale.

La deuxième est budgétaire. Le tourisme alimente les recettes publiques, mais la petite taille du territoire limite la diversification fiscale. La montée des locations touristiques de courte durée oblige les autorités à améliorer l'enregistrement, le contrôle fiscal et la régulation. Le FMI identifie explicitement la régulation des short-term vacation rentals comme un levier de recettes et d'efficacité³⁰.

La troisième est sociale et territoriale. Le tourisme exerce une pression sur le logement, les infrastructures, les prix, l'eau, l'énergie, les déchets, le littoral et la main-d'œuvre. La réussite touristique peut donc produire un effet de saturation si elle n'est pas accompagnée par une planification urbaine, environnementale et sociale.

Lecture stratégique : Aruba a réussi sa reprise économique, mais sa prospérité reste concentrée sur un secteur unique. La question n'est pas seulement d'attirer davantage de visiteurs, mais de transformer le tourisme en moteur de diversification, de recettes publiques stables et d'investissement résilient.

5. Tourisme, énergie et dépendances structurelles

²⁶ International Monetary Fund, 2025, <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/12/01/pr25401-the-kingdom-of-the-netherlands-aruba-imf-concludes-article-iv-consultation-discussions>

²⁷ International Monetary Fund, 2025, <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/10/07/cs-kingdom-of-the-netherlands-aruba-concluding-statement-of-the-2025-article-iv-mission>

²⁸ Government of Aruba, 2026, <https://www.gobierno.aw/en/ata-releases-may-2026-results>

²⁹ Government of Aruba, 2026, <https://www.gobierno.aw/en/ata-shares-the-january-2026-result>

³⁰ International Monetary Fund, 2025, <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/10/07/cs-kingdom-of-the-netherlands-aruba-concluding-statement-of-the-2025-article-iv-mission>

Le tourisme est le principal avantage comparatif d'Aruba. L'île bénéficie d'une image de stabilité, d'un climat attractif, d'infrastructures hôtelières développées, d'une clientèle internationale fidèle et d'un positionnement haut de gamme dans l'espace caribéen. Cette spécialisation a permis de générer des revenus importants et un niveau de vie élevé par rapport à de nombreux territoires voisins.

Mais le tourisme est aussi une dépendance. L'économie locale est particulièrement exposée aux coûts de l'énergie, aux chaînes d'approvisionnement, aux importations alimentaires, au transport aérien et aux infrastructures critiques. Le FMI souligne que les économies caribéennes dépendantes du tourisme et importatrices d'énergie sont particulièrement vulnérables aux chocs pétroliers et aux hausses des prix du carburant³¹.

L'énergie est donc un enjeu stratégique. Aruba dépend encore d'un système énergétique insulaire, coûteux, exposé aux importations et aux contraintes de réseau. Le gouvernement néerlandais et les autorités arubaises ont engagé des discussions et des soutiens pour la transition énergétique, notamment dans le cadre de la transformation de l'ancien site de raffinerie en zone d'innovation, d'énergies renouvelables et d'économie circulaire. Le gouvernement d'Aruba a annoncé que les Pays-Bas apporteraient 110 millions de florins d'assistance financière pour soutenir cette transition et la remise en état de l'ancien espace de raffinerie³².

L'île travaille également au renforcement de sa sécurité énergétique. L'expansion des capacités de production électrique, notamment via le projet RECIP-3, vise à garantir l'approvisionnement tout en préparant l'intégration d'une part plus importante d'énergie solaire et éolienne dans le mix³³.

La transition énergétique doit être analysée comme une question de souveraineté fonctionnelle. Pour un microterritoire insulaire, réduire la dépendance aux importations énergétiques, stabiliser le coût de l'électricité, sécuriser le dessalement de l'eau, alimenter les infrastructures touristiques et protéger les services essentiels constitue un enjeu de continuité économique. Le plan stratégique national d'Aruba à l'horizon 2030 vise explicitement une réduction substantielle des émissions de carbone et la stabilisation du coût de l'énergie à un niveau acceptable et abordable³⁴.

Lecture stratégique : le tourisme a créé la prospérité arubaise ; l'énergie déterminera sa soutenabilité. Sans transition énergétique crédible, la dépendance touristique restera exposée aux chocs externes, aux coûts d'importation et aux contraintes climatiques.

6. Positionnement régional et international

Aruba occupe une position singulière dans la Caraïbe. Elle est caribéenne par sa géographie, néerlandaise par son appartenance au Royaume des Pays-Bas, européenne par l'association OCT avec l'Union européenne, et sud-américaine par sa proximité immédiate avec le Venezuela.

Son rapport à l'Union européenne est indirect mais important. Aruba n'est pas un territoire de l'Union et n'est pas soumis directement au droit européen. Elle bénéficie toutefois d'un statut d'association comme pays et territoire d'outre-mer lié aux Pays-Bas. Les OCT ne font pas

³¹ Reuters, 2026, <https://www.reuters.com/world/americas/imf-says-middle-east-war-deepen-economic-divide-latin-america-caribbean-2026-04-17/>

³² Government of Aruba, 2026, <https://www.gobierno.aw/en/aruba-opens-a-new-chapter-for-a-sustainable-future>

³³ Government of Aruba, 2026, <https://www.gobierno.aw/en/expansion-of-recip-3-is-a-major-step-for-arubas-energy-security>

³⁴ Government of Aruba, 2020, <https://www.deaci.aw/wp-content/uploads/2020/11/FINAL-NSP-REPORT-STRATEGY-10202020.pdf>

partie du territoire de l'Union, mais l'association vise à soutenir leur développement économique et social et à établir des relations économiques étroites avec l'Union³⁵.

Cette position offre à Aruba un accès à des mécanismes de coopération, à des financements et à des programmes européens, sans l'intégrer pleinement au marché intérieur. Les habitants du territoire caribéen du Royaume des Pays-Bas disposent de la nationalité néerlandaise et de la citoyenneté européenne, mais les îles elles-mêmes ne sont pas des territoires de l'Union européenne³⁶.

La relation avec les Pays-Bas est centrale. Elle fournit un cadre juridique, diplomatique et sécuritaire. Les forces armées néerlandaises maintiennent une présence permanente dans la Caraïbe afin d'assurer des missions militaires et certaines missions de police, dont le soutien à la garde côtière. Une compagnie du Corps des Marines néerlandais est notamment présente à Aruba³⁷.

La proximité avec le Venezuela est l'autre déterminant géopolitique. Aruba se situe à proximité d'un État en crise politique, économique et sécuritaire. Les autorités arubaises et néerlandaises ont maintenu des avis de voyage négatifs vers le Venezuela, en évoquant une situation tendue et imprévisible dans la mer des Caraïbes près des côtes vénézuéliennes³⁸.

Cette proximité crée des interdépendances historiques, commerciales, migratoires et sécuritaires. Avec Curaçao, Aruba constitue l'une des lignes avancées du Royaume des Pays-Bas face aux effets régionaux de la crise vénézuélienne. Des analyses spécialisées ont souligné que des dizaines de milliers de Vénézuéliens ont cherché refuge à Aruba et Curaçao, et que les traversées maritimes irrégulières comportent des risques humanitaires importants³⁹.

Lecture stratégique : Aruba est un territoire d'interface. Sa stabilité dépend à la fois de son autonomie interne, de la protection du Royaume, de son association avec l'Union européenne et de sa capacité à gérer les effets de voisinage liés au Venezuela.

³⁵ European Commission, s. d., https://taxation-customs.ec.europa.eu/customs/rules-origin-goods/preferential-rules-origin/overseas-countries-and-territories-octs_en

³⁶ European Commission Representation in the Netherlands, s. d., https://netherlands.representation.ec.europa.eu/over-ons/status-caribisch-gebied_nl

³⁷ Ministry of Defence of the Netherlands, s. d., <https://english.defensie.nl/topics/n/national-security/in-the-caribbean>

³⁸ Government of Aruba, 2026, <https://www.gobierno.aw/en/update-negative-travel-advisory-for-venezuela-situation-remains-tense-and-unpredictable>

³⁹ Center for Strategic and International Studies, 2024, <https://www.csis.org/analysis/forgotten-frontlines-aruba-curaçao-and-venezuelan-displacement-crisis>

7. Sécurité, migrations et vulnérabilités régionales

Aruba n'est pas confrontée à une menace militaire directe comparable à celle de certains États exposés à des conflits territoriaux. Le risque sécuritaire est principalement maritime, migratoire, criminel et régional.

La sécurité extérieure et la défense relèvent du Royaume des Pays-Bas. Les forces néerlandaises dans la Caraïbe contribuent à la sécurité terrestre et maritime, soutiennent la garde côtière, surveillent les eaux autour des îles et participent à la lutte contre la criminalité violente, les trafics de drogue et les migrations criminelles à Curaçao, Sint Maarten et Aruba⁴⁰.

La garde côtière néerlandaise des Caraïbes joue un rôle structurant. Elle trouve son origine dans les dispositifs mis en place pour lutter contre les trafics de drogue et d'êtres humains depuis le Venezuela et la Colombie vers les îles voisines. Le gouvernement d'Aruba rappelle que la garde côtière des Antilles néerlandaises et d'Aruba a été établie en 1996 pour répondre à l'ampleur de ces trafics dans les années 1980 et 1990⁴¹.

La crise vénézuélienne amplifie cette fonction de surveillance. Aruba doit gérer des flux humains, des risques de détention ou d'incident en mer, des trafics, des tensions diplomatiques potentielles et des besoins de coordination avec La Haye. Le territoire est trop petit pour absorber seul un choc migratoire ou sécuritaire massif ; l'appui du Royaume reste donc déterminant.

L'enjeu sécuritaire d'Aruba est également infrastructurel. L'île dépend de quelques points critiques : aéroport, port, réseaux d'eau et d'électricité, infrastructures hôtelières, installations de dessalement, réseaux numériques et axes côtiers. La sécurité d'un microterritoire touristique ne se limite pas à la police ou à la défense ; elle inclut la protection des infrastructures essentielles et la continuité des services.

Lecture stratégique : Aruba est sécurisée par son appartenance au Royaume des Pays-Bas, mais sa vulnérabilité tient à sa proximité avec un environnement régional instable et à la concentration de ses infrastructures critiques sur un espace insulaire réduit.

⁴⁰ Ministry of Defence of the Netherlands, s. d., <https://english.defensie.nl/topics/c/caribbean/tasks-in-the-caribbean>

⁴¹ Government of Aruba, 2026, <https://www.gobierno.aw/en/dutch-caribbean-coast-guard-celebrates-30th-anniversary>

8. Risques et vulnérabilités

Le premier risque est économique : la dépendance au tourisme. La reprise post-pandémique a confirmé la force du modèle arubais, mais elle a aussi montré sa concentration. Une baisse de la demande touristique ou des dépenses des visiteurs affecterait directement les recettes publiques, l'emploi, l'investissement hôtelier et les comptes extérieurs.

Le deuxième risque est budgétaire. La dette a diminué depuis le pic de 2020, mais reste élevée pour un petit territoire insulaire. Le FMI insiste sur la nécessité de poursuivre la réduction de la dette et de créer des marges budgétaires pour financer les priorités de long terme⁴².

Le troisième risque est énergétique. Aruba importe une part importante de son énergie et reste exposée aux variations des prix internationaux. Une hausse durable du pétrole ou des coûts de transport peut se transmettre aux prix, aux ménages, aux entreprises touristiques et aux finances publiques.

Le quatrième risque est climatique. Les projections de précipitations plus irrégulières accentuent la pression sur les ressources en eau, tandis que l'élévation du niveau de la mer, l'érosion côtière, la hausse des températures et les risques de dommages aux infrastructures menacent le modèle touristique⁴³.

Le cinquième risque est environnemental. La concentration de l'activité sur le littoral, la pression immobilière, les déchets, la consommation d'eau, l'artificialisation et la fragilité des écosystèmes peuvent dégrader le capital naturel qui soutient l'attractivité touristique.

Le sixième risque est social. Le coût du logement, la dépendance aux emplois de services, la pression sur les revenus des ménages, les inégalités liées au tourisme et la coexistence entre population résidente et économie touristique peuvent devenir des sujets de tension.

Le septième risque est migratoire et régional. La proximité du Venezuela expose Aruba à des flux migratoires, à des tensions maritimes, à des enjeux humanitaires et à des risques de criminalité transnationale⁴⁴.

Le huitième risque est institutionnel. Aruba dispose d'une autonomie importante, mais cette autonomie reste enchâssée dans le Royaume. Les arbitrages entre autonomie locale, exigences budgétaires, appui néerlandais et garanties du Royaume peuvent devenir sensibles, surtout en période de crise.

Lecture stratégique : le risque arubais ne vient pas d'une instabilité immédiate, mais d'une accumulation de dépendances : tourisme, énergie, importations, climat, voisinage vénézuélien et soutien institutionnel néerlandais.

⁴² International Monetary Fund, 2025, <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/10/07/cs-kingdom-of-the-netherlands-aruba-concluding-statement-of-the-2025-article-iv-mission>

⁴³ International Monetary Fund, 2025, <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2025/316/article-A002-en.xml>

⁴⁴ Government of Aruba, 2026, <https://www.gobierno.aw/en/update-negative-travel-advisory-for-venezuela-situation-remains-tense-and-unpredictable>

9. Opportunités et dynamiques à suivre

La première opportunité est la montée en gamme touristique. Aruba dispose d'une marque forte et d'une fréquentation robuste. L'enjeu est de passer d'une logique quantitative à une logique qualitative : visiteurs à plus forte valeur ajoutée, meilleure fiscalisation des locations touristiques, tourisme durable, limitation de la saturation littorale, intégration des résidents aux bénéfices économiques.

La deuxième opportunité est la transition énergétique. Le développement du solaire, de l'éolien, du stockage et de réseaux plus résilients peut réduire la dépendance aux importations, stabiliser les coûts et améliorer la sécurité économique. Les projets de transformation de l'ancien site de raffinerie, l'appui financier néerlandais et les investissements dans la résilience énergétique constituent des signaux importants⁴⁵.

La troisième opportunité est l'économie circulaire. Pour une île de 180 km², la gestion des déchets, de l'eau, de l'énergie et de l'espace n'est pas une politique sectorielle : c'est une condition de viabilité du modèle économique. La transition vers un modèle durable et inclusif est déjà identifiée par les autorités comme un objectif de politique publique⁴⁶.

La quatrième opportunité est la coopération européenne. Le statut de pays et territoire d'outre-mer peut permettre à Aruba de mobiliser des programmes, des partenariats techniques et des coopérations sur le climat, l'énergie, l'éducation, la mobilité et le développement économique, sans être soumise à toutes les obligations du territoire européen de l'Union⁴⁷.

La cinquième opportunité est la sécurité maritime. Dans un environnement caribéen marqué par les trafics, la crise vénézuélienne et l'importance des infrastructures portuaires, Aruba peut renforcer sa fonction de plateforme sûre et stable, sous parapluie néerlandais.

La sixième opportunité est numérique et éducative. L'île peut développer des services à plus forte valeur ajoutée, notamment dans la formation, les services numériques, l'économie créative, les services aux entreprises et l'innovation touristique. Cette diversification restera limitée par la taille du marché, mais elle peut réduire la dépendance à l'emploi strictement hôtelier.

Lecture stratégique : Aruba ne peut pas devenir une économie diversifiée au sens continental du terme. Son objectif réaliste est une diversification fonctionnelle : produire davantage de valeur, mieux capter la rente touristique, réduire la facture énergétique, sécuriser les infrastructures et renforcer la résilience climatique.

⁴⁵ Government of Aruba, 2026, <https://www.gobierno.aw/en/aruba-opens-a-new-chapter-for-a-sustainable-future>

⁴⁶ Government of Aruba, 2026, <https://www.gobierno.aw/en/arubas-transition-to-a-sustainable-inclusive-economic-model>

⁴⁷ European Commission, s. d., https://international-partnerships.ec.europa.eu/countries/overseas-countries-and-territories_en

10. Points de vigilance

Le premier point à suivre est la trajectoire du tourisme : arrivées en séjour, durée moyenne, dépenses par visiteur, part de l'Amérique du Nord, dépendance aux compagnies aériennes, croissance des locations de courte durée et pression sur le logement.

Le deuxième point est la dette publique. La baisse de la dette depuis 2020 est positive, mais elle doit être maintenue. Tout ralentissement touristique, choc énergétique ou hausse des dépenses publiques peut fragiliser la trajectoire budgétaire.

Le troisième point est la réforme fiscale. La régulation des locations touristiques de courte durée, la conformité fiscale, l'efficacité de l'administration des recettes et l'éventuelle réforme de la fiscalité indirecte seront déterminantes pour créer de l'espace budgétaire⁴⁸.

Le quatrième point est l'énergie. La capacité d'Aruba à accélérer les renouvelables, à moderniser son réseau, à sécuriser le dessalement et à limiter l'exposition aux prix internationaux conditionnera sa résilience économique.

Le cinquième point est l'eau. Aruba a déjà adapté son modèle à un climat sec grâce au dessalement, mais le changement climatique peut accroître la pression sur les ressources hydriques et le coût de gestion de l'eau⁴⁹.

Le sixième point est le littoral. Les hôtels, logements, infrastructures et activités touristiques sont concentrés sur les zones côtières. L'élévation du niveau de la mer, l'érosion, les tempêtes et les inondations peuvent affecter directement les actifs économiques.

Le septième point est le Venezuela. Les tensions régionales, les flux migratoires, la sécurité maritime et les avis de voyage doivent être suivis de près. Aruba ne peut pas dissocier sa stabilité de l'évolution du voisinage vénézuélien.

Le huitième point est la relation avec les Pays-Bas. L'appui néerlandais est un atout, mais il peut aussi devenir un point de tension si les exigences budgétaires, climatiques ou institutionnelles sont perçues comme une limitation de l'autonomie locale.

Le neuvième point est le capital social. Le modèle touristique ne sera durable que s'il reste socialement acceptable pour les résidents : logement, salaires, emploi, accès aux services, coût de la vie et préservation de l'espace public.

⁴⁸ International Monetary Fund, 2025, <https://www.imf.org/en/news/articles/2025/10/07/cs-kingdom-of-the-netherlands-aruba-concluding-statement-of-the-2025-article-iv-mission>

⁴⁹ International Monetary Fund, 2025, <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2025/316/article-A002-en.xml>

11. Lecture stratégique finale

Aruba est un microterritoire stable, riche à l'échelle caribéenne et institutionnellement protégé par son appartenance au Royaume des Pays-Bas. Son autonomie politique lui permet de conduire ses politiques internes, tandis que le cadre néerlandais lui apporte une garantie sécuritaire, juridique et diplomatique.

Mais cette stabilité repose sur une base économique très concentrée. Le tourisme est à la fois la force et la vulnérabilité du pays. Il génère des revenus, de l'emploi, des investissements et de la visibilité internationale, mais il expose aussi l'île aux chocs externes, aux prix de l'énergie, au climat, à la pression immobilière, aux crises sanitaires et aux variations de la demande internationale.

Le défi stratégique d'Aruba n'est donc pas de changer brutalement de modèle. Il est de rendre son modèle moins fragile. Cela suppose de mieux fiscaliser la rente touristique, d'investir dans la transition énergétique, de renforcer la résilience climatique, de protéger les infrastructures critiques, de gérer la pression immobilière et de mobiliser le lien avec les Pays-Bas et l'Union européenne comme levier de transformation.

Aruba ne deviendra pas une puissance régionale au sens classique. Elle peut en revanche devenir un cas de micro-résilience insulaire : un territoire capable de convertir une spécialisation touristique performante en modèle durable, énergétiquement plus autonome, fiscalement plus robuste, socialement plus équilibré et climatiquement mieux préparé.

Lecture stratégique finale : Aruba est un territoire autonome mais interdépendant, prospère mais vulnérable, stable mais exposé. Sa trajectoire dépendra de sa capacité à transformer la rente touristique en résilience durable.